

Arguments pour la lutte sociale n° 54 du 25 septembre 2016

Angleterre et France

Victoire de Corbyn

77% de participation, 61,8% des voix, soit 313.209 voix validées pour Jeremy Corbyn, contre 193.229 à Owen Smith, 61.000 voix de plus pour Corbyn qu'en 2015, sachant que beaucoup de nouveaux adhérents et parfois d'anciens n'ont pu voter à cause des manœuvres d'un appareil affolé par sa nouvelle défaite annoncée.

C'est plus qu'un mini-référendum pro-Corbyn : avec 600.000 adhérents, contre 200.000 avant juin 2015, le plus grand regroupement réel de la classe ouvrière en Europe se produit dans le Labour Party en Angleterre et aux Pays de Galles (la situation étant plus complexe en Écosse). C'est là un fait politique majeur, l'autre face de la crise ouverte appelée Brexit.

Lors du congrès annuel des syndicats, le Trade Union Congress (TUC) mi-septembre à Brighton, la secrétaire du TUC, Mary Bousted, dirigeante du syndicat des enseignants, deuxième femme consécutive à être élue à ce poste, appuyait Corbyn. C'est sa liaison organique avec le mouvement ouvrier par les syndicats qui fait la particularité du Labour Party. Bien que chapeauté par une bande de bourgeois analogues à un Macron, depuis maintenant deux décennies et demi, qui avaient largement commencé à le détruire, un mouvement de fond a pu se saisir de ce lien, **non encore détruit**, et rebattre les cartes en faisant gagner Corbyn, qui lui même ne s'y attendait pas au départ. Ironie de l'histoire : c'est le vote individuel des adhérents, mis en place pour mettre fin à cette liaison organique, qui a permis aux syndiqués puis à des millions de jeunes et de travailleurs d'intervenir directement.

C'est à cette intervention directe que les députés et l'appareil du parti voulaient mettre fin en renversant Corbyn, à la suite du Brexit, ce révélateur de la crise structurelle du capital et de l'État britanniques. Avec un discours selon lequel ce « handicap » pour gagner les élections laisse le champ libre au gouvernement tory de Theresa May pour négocier à sa façon la sortie de l'Union Européenne.

Mais leur problème c'est que la réalité s'avère de plus en plus être l'inverse de leur discours : en saisissant la possibilité d'imposer Corbyn à la tête du Labour, des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes, agissant dans l'intérêt et en relation avec les sentiments profonds de toute leur classe - et notamment de ces couches prolétariennes pauvres ou au chômage qui ont voté pour le Brexit - veulent imposer une alternative politique au gouvernement antidémocratique de Theresa May, et les élections locales montrent que cette dynamique ne fait pas reculer le

Labour, au contraire, comme on vient de le voir récemment, ce jeudi 22 septembre, et cela y compris en Écosse, ce qui ne s'était pas encore produit depuis la déroute du Labour au profit des indépendantistes l'an dernier.

Le lien structurel entre le Labour et le mouvement ouvrier et syndical s'est en quelque sorte reconstitué sur des bases en partie différentes, et il a pu l'être parce que, quoi que sur le point d'être détruit, il ne l'était pas encore.

Nous avons là une première différence avec, par exemple, la situation du PS français, la seconde étant que le Labour n'est pas au pouvoir et que les attaques destructives fondamentales contre les droits sociaux du thatcherisme ont eu lieu, ont ravagé la société, sont plus graves qu'en France, et que ce qui se produit aujourd'hui est une réaction vitale de la société pour s'en sortir.

France : il n'y aura pas de miracle et Corbyn n'a pas été un miracle

Ces différences étant bien comprises, il y a matière à bien des réflexions pour les militants ouvriers en France sur ce qui se passe aujourd'hui en Grande-Bretagne, un pays où les perspectives semblaient plus bouchées encore que chez nous voici simplement deux ans.

Ce n'est pas tant par une idéologie et des postures que la jeunesse et le prolétariat britannique ont entrepris cette contre-offensive politique, qu'en se saisissant, à la surprise générale, d'une possibilité concrète de sursaut à un moment donné. Dans bien des sphères militantes, les regards étaient tournés vers Syriza ou Podemos, en n'intégrant d'ailleurs pas les effets ravageurs de l'alignement de Syriza sur le cours de Podemos dont beaucoup attendaient naïvement que serait reprise la même geste, la même chronique, en faisant comme si de rien n'était. Pendant ce temps, il se passait quelque chose de plus puissant outre-Manche, là d'où l'on pensait n'avoir rien à attendre.

Or, les forces sociales qui cherchent la voie du débouché en Grande-Bretagne sont les mêmes qui, ici, ont réalisé les mois de grèves et de manifestations contre la loi « travail ».

Certains camarades, parmi ceux qui font l'effort, trop peu fréquent disons-le franchement, d'examiner la situation outre-Channel, se disent qu'un tel « miracle » pourrait se produire, les uns le voyant arriver avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon qui, à égalité dans les sondages avec celle éventuelle de François Hollande, pourrait, qui sait, être élu et, souverainement, lancer l'élection d'une assemblée constituante et, en somme, déclencher la révolution.

D'autres, notamment les amis de Gérard Filoche, Sanders ou Corbyn potentiel, disent que si l'on arrive à imposer des « primaires de toute la gauche » sincères et unitaires, là encore le miracle pourrait se produire. Le parcours des réseaux sociaux montre le choc, souvent agressif car la même angoisse les ronge, des uns et des autres.

Cette angoisse nous étreint tous, on se dit : bon sang, Hollande et Valls auront-ils réussi à « tuer la gauche » et à imposer un second tour droite-FN ? Toute angoisse nourrit l'espérance d'un miracle.

Mais pas plus qu'en son temps mai 68 ne fut un coup de tonnerre dans un ciel serein, car en réalité la grève des mineurs 5 ans avant, plusieurs grèves locales, les processus de regroupement en profondeur, et les débats politiques dans la jeunesse, l'avaient préparé, pas plus la victoire renouvelée de Jeremy Corbyn ne relève du miracle, même si elle a surpris et enchanté.

Répétons-le, il y avait cette liaison organique (et pas seulement un souvenir historique) du Labour avec les syndicats, et l'irruption « Corbyn » a fait suite à plusieurs années de reprise des luttes sociales, de mouvements de la jeunesse, de mobilisation contre les coupes dans les services publics, de chocs politiques dont le dernier en date avant le sursaut fut la liquidation électorale du Labour en Écosse, son électorat passant aux indépendantistes.

De l'aspect électoral des choses ...

Les circonstances politiques réelles au moment présent en France doivent doucher l'idée d'un miracle qui adviendrait par la méthode Coué, que celle-ci s'appelle « JLM2017 » ou « primaires de toute la gauche » ou encore « unité de la gauche en dehors du PS » (sachant que le seul miracle auquel nul ne s'attend est celui qui viendrait du PCF). Les sondages valent ce qu'ils valent mais celui de l'agence ELABE pour *les Echos*, publié ces derniers jours, correspond à ce que l'on peut ressentir. Résumons-en les principaux traits, non pas ceux mis en avant dans les médias, mais ceux qui ressortent de l'examen des données.

56% des sondés déclarent être sûrs d'aller voter, ce qui est assez faible surtout pour des présidentielles, surtout si l'on tient compte du fait que ce sondage a retranché les personnes non inscrites (près de 8% de l'échantillon). Le détail sociologique des 44% qui n'en sont pas sûrs et le degré de leur dédain envers cette élection, n'ont pas fait l'objet de publication - c'est d'ailleurs significatif, et coutumier ...- par les auteurs du dit sondage ... Mais nous savons bien que des millions de travailleurs ne voient aucune issue, voire aucun intérêt, dans ces élections qui sont les plus importantes pour la V^e République, qui repose sur elles.

Le deuxième fait saillant est la faiblesse du score total des candidats de partis issus du mouvement ouvrier, en gros ce que l'on appelle « la gauche » si l'on y inclut aussi les écologistes, soit le total, selon les hypothèses présentées aux sondés, Mélenchon/Hollande/Duflot/Arthaud/Poutou, à 35% face à Le Pen/Juppé/Dupont-Aignan ou face à Le Pen/Sarkozy/Bayrou/Dupont-Aignan, tombant à 30% ou 31% si Macron s'ajoute respectivement aux deux groupes de candidats « de droite » précités, 26,5% et 27% si, face à ces deux groupes, Valls remplace Hollande, 23% et 24,5% si c'est Montebourg.

Déception, rupture ou perte de confiance sont telles que la plus grande partie de l'électorat ouvrier et populaire historiquement et malgré tout encore en 2012

votant « à gauche », soit ne vote pas, soit vote Le Pen. Une partie des couches se considérant ou étant considérées comme plus « classes moyennes » de ce même ancien électorat, de plus, irait voter Macron, voire Juppé qui est déjà, pour les primaires de LR, en train de leur dire de venir derrière lui, en tant que meilleur rempart contre Sarkozy puis contre Le Pen ...

Il y a donc, résultat à la fois de l'histoire des dernières décennies et de son accélération au cours de la présidence Hollande, un rétrécissement électoral fondamental de « la gauche », qui traduit certes les reculs sociaux causés par cette même « gauche », mais aussi la résistance et les contre-offensives sociales, une grande partie des salariés et des jeunes ayant fait grève et lutté ces dernières années ayant électoralement rompu avec « la gauche » dans son ensemble. Dans ce cadre, la poussée de Mélenchon est incontestable, mais ... dans ce cadre !

Bien des militants syndicaux et politiques ayant nourri la poussée sociale de ce printemps voient en lui le vote par défaut ou le seul vote possible. Ceci le met en mesure de devancer Hollande, Valls ou Montebourg au premier tour. Dans ce qui reste d'électorat votant pour des candidats de partis issus du mouvement ouvrier, ou « électorat de gauche », on a une grosse moitié (si l'on ajoute les 0,5% à 1,5% de N. Arthaud et de P. Poutou et les 2% à 3% de Duflot aux 13% à 15% de Mélenchon) qui entend voter contre Hollande ou ses substituts, et une petite moitié (qui, dans le cas d'une candidature Valls, s'effondre à 7% mais en partant en partie chez Macron) qui, malgré tout, avec réserve et sans conviction, voterait encore « PS ». Ainsi, la « gauche de la gauche » finit par devancer « le PS » ... dans le cadre d'un effondrement général ...

Ces dernières données électorales, à travers un sondage, reflètent de manière déformée l'ancrage dans la lutte des classes de l'improbabilité de l'un ou de l'autre des deux « miracles » évoqués, celui de « JLM2017 » ou celui des « primaires de toute la gauche ».

J-L Mélenchon a décidé sa candidature en déniaient par avance aux luttes sociales, sinon d'avoir lieu, car elles ont eu lieu, mais de déboucher sur leur propre représentation politique, le représentant ultime et unique étant censé être déjà en place : lui. Cette pratique bonapartiste a été l'un des obstacles, pas le seul, à la construction d'un débouché politique partant des luttes réelles.

Et le refus de toute coalition avec l'exécutif Hollande-Valls qui détruit droits sociaux et démocratie fait que les couches militantes et sociales qui ont construit l'affrontement social de mars à juin ne peuvent croire à une primaire ou à toute forme d'association temporaire avec eux. Il n'y a donc ni candidature unique et antigouvernementale de toute la gauche, ni possibilité pour Mélenchon, sauf tournant de la situation qui ne serait pas de son fait, d'être au second tour.

Donc, l'espérance en un miracle faussement analogue à l'irruption de Corbyn qui, pour avoir été providentielle, n'en fut pas, elle, un miracle pour autant, doit être douchée tout de suite : *elle ne sert qu'à masquer l'angoisse* - légitime - et elle débouchera sur ce qu'elle voudrait conjurer : un second tour droite-Le Pen.

Mais tout est possible ...

Alors ?

Alors, si un miracle ne peut pas venir de l'intervention politique dans la campagne des présidentielles telle qu'elle est actuellement engagée, c'est de la lutte des classes directe que peut être modifiée la situation. Ce qui nous ramène d'ailleurs à l'Angleterre : car le phénomène Corbyn ne s'est pas inscrit dans le cadre d'une campagne électorale, mais après celle-ci et en relation avec des manifestations de masse contre les *cuts* [*coupes*] dans les services publics.

Il ne faut pas non plus, bien entendu, espérer par avance en un sursaut après la défaite électorale -ce serait là la version la pire de l'attente angoissée du faux miracle !

Il faut s'appuyer politiquement sur ce que nous avons. Et nous avons une position syndicale majoritaire, commune, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, pour l'abrogation de la loi « travail », résultat de la poussée vers l'affrontement social et politique central du premier semestre de cette année. Les branches enseignantes des mêmes organisations sont aussi pour l'abrogation de la « réforme du collège » également désavouée dans la FCPE. Ce sont là des acquis politiques qui seront remis en cause si on ne les fait pas vivre en prenant appui sur eux.

A quelques mois des présidentielles, cette unité syndicale a une dimension politique fondamentale. Or le gouvernement frappe toujours et ne peut que frapper. Licenciements, attaques anti-syndicales, début d'application de la loi « travail », font susciter des réactions. Les présidentielles ne doivent pas brider la lutte des classes.

N'attendons aucun sauveur. La lutte des classes directe a la capacité de modifier même les données des présidentielles - en fait, elle a la capacité d'ouvrir la crise de ce régime. Défaire ce président et ce gouvernement que le MEDEF vient de saluer comme plus efficaces que Sarkozy reste, plus encore maintenant, la tâche politique la plus salubre et la plus nécessaire pour ouvrir la voie à l'avenir, et cela dans les mois qui viennent. Certes, au moment présent, le poids des présidentielles, inhibant et inquiétant, semble peser à l'encontre de tels développements. Mais il pourrait bien finir par avoir l'effet inverse, justement en raison de l'absence de perspective et du caractère menaçant de ces élections antidémocratiques.

Syrie : insurrection, contre-révolution et guerre

Nous reproduisons ci-dessous l'appel de nombreuses personnalités démocratiques et laïques syriennes, dénonçant la politique convergente des puissances nord-américaine et russe qu'ils qualifient clairement l'une et l'autre, à

l'épreuve du pire, d'impérialistes. Nous reviendrons la semaine prochaine sur les développements politiques et militaires de la guerre en Syrie et leur dimension internationale :

Nous, soussignés, écrivains, artistes et journalistes syriens, démocrates et laïques, opposés depuis des années ou des décennies au régime despotique des Assad et engagés dans la lutte pour la démocratie et la justice dans notre pays, dans notre région et dans le monde, dénonçons, avec la plus grande fermeté, l'approche des affaires syriennes par les deux grandes puissances, les États-Unis d'Amérique et la Russie. Une démarche qui consiste à subordonner le combat émancipateur des Syriens à une prétendue «guerre contre le terrorisme» qui n'a remporté aucune victoire antiterroriste décisive mais déjà détruit plusieurs pays.

Il y a trois ans, ces deux puissances impérialistes avaient signé un accord indigne sur les armes chimiques en Syrie. Cet accord arrangeait leurs intérêts, ainsi que celui d'Israël et surtout du régime assadien qui venait de massacrer 1466 citoyens en utilisant ce type d'armes. Il ne traitait nullement du problème syrien mais accordait au régime le droit de poursuivre son œuvre de mort, de destruction et de déplacement des populations.

Au nom du terrorisme

C'était aussi un précieux cadeau offert aux organisations islamistes nihilistes, comme Daech et le Front Al-Nusra. Et voici qu'à présent, après trois ans de ce marché infâme, et après la mort de près d'un demi-million de Syriens, les Américains et les Russes s'accordent de nouveau à geler la situation sous le prétexte fallacieux de leur interminable guerre contre le terrorisme. Aucun mot sur les innombrables détenus politiques en Syrie dans des conditions infernales. Aucun sur les villes et les quartiers assiégés. Aucun sur l'intervention militaire de l'Iran, du Hezbollah libanais et d'autres milices pro-iraniennes. Et rien évidemment sur les perspectives d'un changement démocratique en Syrie.

Les deux puissances semblent même envisager la participation de l'aviation du régime dans le bombardement de certaines zones qu'elles lui auront désignées d'un commun accord. Tout cela ne dénote pas seulement l'absence de tout sens moral chez les dirigeants américains et russes mais aussi la déficience politique des deux pays les plus puissants dans le monde. Les arrangements russo-américains nous révulsent et nous les refusons radicalement. La colère qu'ils nous inspirent s'étend à l'ONU elle-même qui, comme il a été dernièrement révélé, n'a cessé pendant des années de financer le régime assadien alors qu'il poursuivait sa guerre criminelle contre les Syriens.

Un système féroce et antidémocratique

Les écrivains, artistes et journalistes syriens signataires de cette déclaration considèrent que le monde entier connaît une crise morale d'un genre nouveau qui aiguise les sentiments de peur et de haine, et profite aux politiciens qui les exploitent et prônent le repli identitaire.

Ils constatent que la démocratie recule partout, cédant la place à des régimes de contrôle, de coercition et de méfiance. Cela n'a rien d'une fatalité historique, mais c'est la conséquence d'un choix dangereux d'élites politiques dangereuses que nous devons stigmatiser vigoureusement, maintenant et en tous lieux. La Syrie brisée est le symbole du monde tel qu'il est. La révolution syrienne s'est brisée contre le mur du système mondial et non seulement contre celui du fascisme assadien. Ce système qui autorise des hommes comme Obama, Poutine et leurs affidés de décider à leur guise de notre sort, en tant qu'individus, groupes et nations, sans qu'ils aient été mandatés par quiconque et sans qu'il y ait moyen de leur demander des comptes, est foncièrement et féroce­ment antidémocratique. Il faut qu'il change.

Or peu de gens semblent en être conscients. On préfère en général, surtout en Occident, se cacher derrière des considérations fatalistes, attribuant la profonde crise morale à la religion ou à la culture (sinon au changement climatique !), ce qui ne fait que l'exacerber davantage et occulter la responsabilité écrasante des élites qui détiennent le pouvoir, dont la clique de Bachar al-Assad. Il faut que change ce monde qui a permis le saccage, pendant plus de cinq ans, de l'un des premiers foyers de la civilisation humaine.

Le monde est aujourd'hui une cause syrienne comme la Syrie est une cause mondiale. Pour le salut du monde, pour nous tous, nous appelons à dénoncer ces hommes politiques, à les fustiger comme des criminels terroristes et nihilistes, de la même trempe que leurs adversaires islamistes, terroristes et nihilistes.

Plus de 150 signataires dont :

Sadik Jalal al-Azm, philosophe; Yassin Al-Haj Saleh, écrivain; Samar Yazbek, romancière; Mazen Darwish, juriste; Hala Alabdallah, cinéaste; Racha Omran, poète; Burhan Ghalion, écrivain, professeur à Paris III; Salam Kawakibi, chercheur; Rosa Yassin Hassan, romancière; Hala Mohammad, poète; Farouk Mardam Bey, éditeur; Ossama Mohammad, cinéaste; Subhi Hadidi, écrivain et journaliste; Faraj Bayrakdar, poète; May Skaff, comédienne; Fares Hélou, comédien; Mohammad al-Attar, metteur en scène; Assem Al-Bacha, sculpteur; Dima Wannous, romancière et journaliste; Nouri Jarrah, poète; Omar Kaddour, romancier et journaliste; Rateb Shabo, écrivain; Samih Choukaer, musicien; Bakr Sidki, journaliste; Badreddin Arodaky, écrivain et traducteur; Jihad Yaziji, économiste; Khayri Alzahabi, écrivain; Rustum Mahmoud, chercheur; Yasser Munif, universitaire.

Cette importante déclaration remet les pendules à l'heure au moment où, théoriquement, les impérialismes nord-américain et russe, mais aussi « notre » impérialisme français, disent lutter avant tout contre Daesh, par delà leurs divergences - et ce dernier justifier par là un « état d'urgence » dirigé en fait contre les manifestations sociales en France.

Daesh, qui a largement profité de leur action depuis des années, a été en fait considéré par eux tous comme un prétexte durable à interventions et pressions, et non comme l'ennemi n°1 à détruire qu'il est censé être, et qu'il n'est dans la réalité

que pour les forces nationales kurdes de Syrie et pour ses victimes, femmes, chrétiens, Yézidis ...

Cet appel de démocrates et d'intellectuels syriens dénonce plus particulièrement la convergence progressive croissante de Washington et de Moscou pour le maintien au final du régime de Assad, sur des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés et de traumatisés, et une répression gigantesque qui n'a laissé d'autre choix à la population de la plus grande partie de la Syrie que la guerre civile pour ne pas périr.

Contrairement à ce qu'a tenté de faire croire la propagande russe, iranienne, et soi-disant « anti-impérialiste » largement relayée par une partie de la « gauche » car elle est conforme à sa vision du monde figée en camps géostratégiques dont un seul représenterait le mal absolu, celui de « l'Ouest », les États-Unis n'ont jamais envisagé de faire tomber Assad. L'impérialisme français, pour se réinsérer dans une région où il fut autrefois dominant, a parfois repris ce thème, de manière platonique et sans apporter plus de soutien aux insurgés que la corde ne soutient un pendu, de la même façon que les États-Unis.

Il pourrait être tentant de penser que, de même que la guerre civile espagnole sur la fin, en 1938-1939, devenait de moins en moins une guerre sociale et de plus en plus un terrain de préparation à la guerre entre impérialismes, la guerre civile syrienne aujourd'hui ne comporte plus d'éléments populaires et démocratiques et ne voit s'affronter que des forces impérialistes, un régime corrompu et rentier accroché à l'impérialisme russe, et une force ultra-réactionnaire, que nous avons pour notre part caractérisée comme fasciste, Daesh. Ce serait une erreur (et d'ailleurs en Espagne aussi les combattants coté républicain devaient être soutenus).

En fait, c'est, par un paradoxe terrible mais explicable, la dimension même prise par la barbarie qui s'abat sur le peuple syrien qui entretient la dimension de guerre populaire de libération pour la liberté, la justice et la démocratie, qui continue à caractériser son combat. Barbarie d'un régime de nervis tortionnaires et pillards ; barbarie des bombardements russes, nord-américains, français et autres ; barbarie des bandes islamistes enveloppant les femmes en voulant en faire des objets et pratiquant la terreur au couteau : la plupart du temps les habitants d'Alep, d'Homs ou d'ailleurs n'ont pas d'autre choix que de continuer à se battre, et ils le font donc avec l'espoir de l'insurrection de 2011 chevillée au corps et au cœur.

Il est souvent de bon ton, parmi les secteurs de gauche qui n'ont jamais soutenu cette insurrection, et parfois en concédant, mais après coup, qu'en ses débuts elle n'était pas islamiste (réalité massive et décisive ...), que de toute façon l'« opposition », l'« insurrection » ou la « rébellion » syrienne, termes que l'on place toujours entre guillemets, n'est ni démocratique ni laïque et n'existe pas ou n'existe plus, se ramenant à des islamistes soutenus par la CIA (alors que l'encadrement nord-américain des forces kurdes du PYD, anciennement « marxistes-léninistes » avant d'être converties au « confédéralisme

démocratique » sans que leur structure ne change, et souvent alliées au régime, ne choque pas ou est passé sous silence par les mêmes).

La population sunnite de Syrie est, de manière implicite ou ouvertement, assimilée à des arriérés islamistes, alors que c'est ce peuple qui s'est dressé pour la démocratie et contre la *hogra*, comme en Tunisie, comme en Égypte, en 2011, et qui a formé de nombreux comités de villages et comités de quartier, autogérant de fait la vie dans les zones libérées et menant le combat. Et ce même peuple s'est trouvé pris à revers, d'abord par le front al-Nosra affilié à al-Qaïda, puis par Daesh, excellents alliés objectifs, et pas qu'objectifs car les ententes commerciales, les partages de territoires et les divisions des tâches sont avérés, du régime Assad.

Plusieurs années de souffrance et d'encerclement ont favorisé l'insertion du front al-Nosra, souvent mieux armé, dans la résistance syrienne, la noyautant de plus en plus, évolution que le risque de prise d'Alep assiégée et de massacre des quelques 200.000 habitants terrés dans les quartiers dévastés a accélérée récemment : al-Nosra a changé de nom en disant avoir rompu avec al-Qaïda, s'appelant désormais Fatah al-cham ("armée de la conquête"), s'est « syrianisé » dans la mesure même où les éléments islamistes étrangers et les transfuges du régime sont allés, sur toute la frange Est du pays le long de l'Euphrate, vers Daesh, et a reçu le soutien du peuple assiégé d'Alep lorsque des combattants engagés dans ses rangs ont brisé la ligne de siège cet été. Ce prestige nouvellement acquis est évidemment politiquement dangereux et sert de prétexte à amalgamer le peuple syrien et les zones libérées aux islamistes, alors que le cessez-le-feu de janvier avait vu se multiplier manifestations populaires contre eux et affrontements.

Le « cessez-le-feu » de septembre 2016 aura quant à lui crevé tous les murs possible de la honte et du mensonge. Il illustre cette remarque profonde de l'appel des intellectuels et démocrates syriens : la décadence intellectuelle et morale des « grands de ce monde », liée à la crise de tout le système capitaliste mondiale. En grande partie secret, cet accord conclu entre les impérialismes nord-américain et russe prévoyait de faire pression sur l'opposition syrienne pour qu'elle accepte un « gouvernement de transition », c'est-à-dire le maintien de Bachar el-Assad, et que Russes et Américains coopèrent dans le choix de cibles relevant de la lutte « anti-terroriste », celles-ci ne s'arrêtant pas à Daesh et ne consistant pas principalement, en fait, dans Daesh, mais comportant non seulement Fatah al-cham mais tout groupe désigné comme « islamiste », dans une situation où il est évident que des milliers de jeunes combattant pour leur vie et celles des leurs peuvent être désignés comme tels ou se revendiquer comme tels - hélas.

La mise en œuvre du « cessez-le-feu » a donc été conforme à ce que l'on pouvait craindre.

Inaugurée, juste avant son entrée en vigueur, par le massacre de la foule sur un marché d'Iblid (zone où des groupes armée syriens ont combattu les islamistes à plusieurs reprises), femmes et enfants couchés dans leur sang, par l'aviation d'Assad, elle se poursuit par le blocage par son armée de l'essentiel de l'aide humanitaire promise qu'elle devait assurer.

Puis, ce fut, le bombardement de troupes d'Assad par l'aviation nord-américaine, à Deir ez-Zor, reconnue ensuite comme une erreur, car Daesh (qui en a profité) devait être la vraie cible. Il est évidemment permis de ne pas croire à cette version officielle, car le Pentagone exprime quasi ouvertement ses désaccords avec Obama et Kerry : le rôle dominant, en Syrie, de l'impérialisme russe comme facteur d'ordre contre-révolutionnaire, la crise aiguë des relations entre la Turquie et l'OTAN, et l'impression d'hésitation permanente donnée par la Maison Blanche, concourent à l'inquiéter. Ce fut la première fois que l'aviation US a effectivement attaqué l'armée d'Assad : plutôt qu'une « erreur », un avertissement de l'état-major dirigé non pas contre Assad, mais contre Obama voire un Trump éventuellement élu.

Le 19 septembre, l'aviation russe commettait son « erreur » en retour, encore plus ostensiblement délibérée : l'anéantissement d'un convoi humanitaire de l'ONU et du Croissant rouge, sur l'itinéraire qui lui avait été imparti en accord avec les forces russes.

Nous avons alors droit à la grande scène au conseil de sécurité de l'ONU, Russes et Américains s'accusant mutuellement, à juste titre de part et d'autre, de viol massif du « cessez-le-feu ».

Notons que les croassements de ces gros crocodiles fournissaient l'arrière-fond des couinements hypocrites de François Hollande, partisan du « cessez-le-feu » conclu sans lui, et présentant le régime comme responsable de son échec, afin de passer encore pour son dernier adversaire, ce qui ne fait plus guère illusion qu'auprès de la gauche « anti-impérialiste » et pro-Assad, tout en ménageant Poutine, qui est invité en France pour le mois d'octobre, sans doute vers les 18-20 octobre, pour inaugurer, en toute laïcité, les cinq bulbes de l'église orthodoxe de Paris ...

Pendant ce temps, sur place, Alep, privé de toute aide humanitaire pendant le « cessez-le-feu », subissait un déluge aérien tuant près d'une centaine de personnes dès le 23 septembre. Ces bombardements russes préparent à l'évidence une offensive terrestre des troupes d'Assad et des islamistes chiites du Hezbollah, dont l'objectif n°1 est d'écraser Alep, centre de la résistance populaire à la dictature.

Voilà à quoi aura dans les faits servi le « cessez-le-feu ».

Nous ne sommes pas du tout, on le voit, dans un scénario de « nouvelle guerre froide » comme veulent le croire ou le faire croire bien des paresseux. Jamais pendant la « guerre froide » États-Unis/URSS, leurs forces armées n'ont été aussi imbriquées, sans l'avoir souhaité mais en coopérant de facto, ou du moins en se répartissant les secteurs et en évitant de se heurter même accidentellement. Cette situation, dans le cadre de l'instabilité générale du capitalisme en crise, est grosse de dangers, assurément, y compris des dangers « accidentels ». La cohabitation des impérialismes en Syrie est conflictuelle.

C'est l'affaiblissement US qui a ouvert des brèches à l'intervention contre-révolutionnaire russe, venant en partie se substituer aux États-Unis, bien qu'il n'ait

pas les moyens de le faire complètement. Cet affaiblissement se traduit au moment présent par une série de conflits au sommet et d'incertitudes qui rongent littéralement la puissance US en tant que puissance politique et militaire :

- incertitude des élections présidentielles de novembre bien sûr, étant entendu que tant Trump que Clinton seront des présidents contestés et perçus comme erratiques, pas à même de restaurer un exécutif fort et respecté à Washington.

- incertitude militaire illustrée par la crise de l'OTAN, latente lors de son sommet de Varsovie, ouverte depuis l'échec du coup d'État en Turquie, et par la capacité croissante du Pentagone de contrer ou de gêner la Maison Blanche,

- incertitude en politique monétaire, la Federal Reserve Bank étant divisée entre partisans et adversaires d'un relèvement des taux d'intérêts annoncé et faiblement amorcé depuis 2013, ce qui a suffi à réaffirmer brutalement, faute d'alternatives, la domination financière des États-Unis sur les pays dits « émergents », mais qui pourrait entraîner, comme le krach de Shanghai à l'été 2015 l'a montré, un effet de *feed back* sur l'économie US elle-même dont la « reprise » reste fragile.

Les uns et les autres, impérialismes russe, nord-américain, français, britannique, puissances régionales (Iran, Arabie saoudite, ...), sont en Syrie contre la révolution syrienne, contre les révolutions arabes, contre la révolution anticapitaliste, démocratique et prolétarienne à l'échelle mondiale. C'est sur l'écrasement de la révolution que pourrait se développer pleinement la marche à la guerre entre impérialismes.

La cause de la paix, c'est donc la défense d'Alep.

Aider à faire connaître notre bulletin :

- Partagez en favori notre site: <https://aplutsoc.wordpress.com/>
- Utilisez la fonction Suivre offerte par Wordpress (bouton en bas à droite de l'écran)
- Utilisez la fonction [RSS](#) accessible dans la colonne de droite du site
- Faites tourner notre bulletin en PDF dans votre entourage
- Envoyez nous critiques et contributions.